

Bruxelles, le **XXX**  
**[...]**(2022) **XXX** draft

ANNEX

**SENSITIVE\***  
*UNTIL THE ADOPTION*

**ANNEXE**

**de la**

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION**

**Approbation du contenu d'un projet de règlement de la Commission relatif à  
l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union  
européenne à certaines catégories d'accords de spécialisation**

---

\* Distribution only on a 'Need to know' basis - Do not read or carry openly in public places. Must be stored securely and encrypted in storage and transmission. Destroy copies by shredding or secure deletion. Full handling instructions <https://europa.eu/db43PX>

## **ANNEXE**

### **RÈGLEMENT (UE) .../... DE LA COMMISSION**

**du XXX**

**relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de spécialisation**

### **PROJET**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2821/71 du Conseil du 20 décembre 1971 concernant l'application de l'article 85, paragraphe 3, du traité à des catégories d'accords, de décisions et de pratiques concertées<sup>1</sup>,

après publication d'un projet du présent règlement,

après consultation du comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CEE) n° 2821/71 habilite la Commission à appliquer l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne\* par voie de règlement à certaines catégories d'accords, de décisions et de pratiques concertées relevant de l'article 101, paragraphe 1, du traité, qui ont pour objet la spécialisation, y compris les accords nécessaires à la réalisation de celle-ci.
- (2) Le règlement (CE) n° 1218/2010 de la Commission du 14 décembre 2010 relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de spécialisation<sup>2</sup> définit des catégories d'accords de spécialisation dont la Commission a considéré qu'ils remplissaient normalement les conditions prévues à l'article 101, paragraphe 3, du traité. Eu égard aux résultats globalement positifs de l'application de ce règlement, qui expire le 31 décembre 2022, et compte tenu des résultats de la procédure de réexamen, il y a lieu d'adopter un nouveau règlement d'exemption par catégorie.
- (3) Le présent règlement doit satisfaire à deux exigences, à savoir i) assurer une protection efficace de la concurrence et ii) garantir une sécurité juridique suffisante aux entreprises. Ces objectifs doivent être poursuivis en tenant compte de la nécessité de simplifier, dans toute la mesure du possible, la surveillance administrative et le cadre législatif.
- (4) On peut en général présumer, aux fins de l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité que, en dessous d'un certain niveau de pouvoir de marché, les effets positifs

---

<sup>1</sup> JO L 285 du 29.12.1971, p. 46.

(\*) À compter du 1<sup>er</sup> décembre 2009, l'article 81 du traité CE (ex-article 85 du traité CEE) est devenu l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Ces dispositions sont, en substance, identiques. Aux fins du présent règlement, les références faites à l'article 85 du traité CEE et à l'article 81 du traité CE s'entendent, s'il y a lieu, comme faites à l'article 101 du traité CE.

<sup>2</sup> JO L 335 du 18.12.2010, p. 43.

des accords de spécialisation compenseront leurs éventuels effets négatifs sur la concurrence.

- (5) Il n'est pas nécessaire, pour l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité par voie de règlement, de définir les accords qui sont susceptibles de relever de l'article 101, paragraphe 1, dudit traité. L'appréciation individuelle d'accords au regard de l'article 101, paragraphe 1, du traité exige la prise en compte de plusieurs facteurs, en particulier la structure du marché en cause.
- (6) Il y a lieu de limiter le bénéfice de l'exemption établie par le présent règlement aux accords dont on peut présumer avec suffisamment de certitude qu'ils remplissent les conditions prévues à l'article 101, paragraphe 3, du traité.
- (7) Les accords de spécialisation sont les plus à même de contribuer à améliorer la fabrication de marchandises ou la préparation de services ou leur distribution lorsque les parties possèdent des compétences, des actifs ou des activités complémentaires, puisqu'ils leur permettent de concentrer leurs activités sur la fabrication des marchandises ou la préparation des services en question et, ainsi, de travailler de façon plus efficiente et d'offrir les produits à des prix inférieurs. Il est probable que, par le jeu d'une concurrence effective, les consommateurs recevront une partie équitable du profit qui en résulte.
- (8) De tels avantages peuvent découler: a) des accords par lesquels une ou plusieurs parties renoncent, en tout ou partie, en faveur d'une autre partie, à fabriquer certaines marchandises ou à préparer certains services («spécialisation unilatérale»), b) des accords par lesquels chaque partie renonce, en tout ou partie, en faveur d'une autre ou de plusieurs autres parties, à fabriquer certaines marchandises, qui ne sont pas les mêmes, ou à préparer certains services («spécialisation réciproque») et c) des accords par lesquels deux ou plusieurs parties s'engagent à fabriquer conjointement certaines marchandises ou à préparer conjointement certains services («production conjointe»).
- (9) L'application du présent règlement aux services concerne la préparation de services (par opposition à la fourniture de services). Le terme «préparation de services» désigne les activités en amont de la fourniture de services à des clients (par exemple la coopération en vue de la création d'une plateforme par l'intermédiaire de laquelle sera fourni un service). La fourniture de services ne relève pas du champ d'application du présent règlement, sauf dans le contexte d'une distribution dans le cadre de laquelle les parties fournissent les services et les produits qui ont été, respectivement, préparés et fabriqués en application de l'accord de spécialisation.
- (10) L'application du présent règlement aux accords de spécialisation unilatérale ou réciproque doit être limitée aux scénarios dans lesquels les parties sont actives sur le même marché de produits. Toutefois, il n'est pas nécessaire que les parties soient présentes sur le même marché géographique. En outre, les notions de spécialisation réciproque et de spécialisation unilatérale n'exigent pas qu'une partie réduise ses capacités puisqu'il lui suffit de réduire ses volumes de production.
- (11) Afin de garantir que les avantages de la spécialisation se concrétisent sans qu'une des parties abandonne complètement le marché en aval de la production, il convient que les accords de spécialisation unilatérale ou réciproque ne relèvent du champ d'application du présent règlement que lorsqu'ils prévoient des obligations de fourniture et d'achat. Les obligations de fourniture et d'achat peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, être exclusives.

- (12) Le présent règlement s'applique aux accords de production conjointe conclus par des parties qui opèrent déjà sur le même marché de produits, mais aussi par des parties qui souhaitent entrer sur un marché de produits au moyen d'un accord de production conjointe. En outre, la notion d'accord de production conjointe n'exige pas que les parties réduisent leurs activités de production individuelles en ce qui concerne la fabrication de marchandises ou la préparation de services en dehors du champ d'application de l'accord de production conjointe qu'elles envisagent de conclure.
- (13) Il peut être présumé que, lorsque la part détenue par les parties sur le marché en cause des produits qui font l'objet d'un accord de spécialisation ne dépasse pas un certain niveau, les accords génèrent, en règle générale, des avantages économiques sous forme d'économies d'échelle ou de gamme, ou sous forme d'une amélioration des techniques de production, tout en réservant aux consommateurs une partie équitable du profit qui en résulte.
- (14) Si les produits relevant du champ d'application d'un accord de spécialisation sont des produits intermédiaires qu'une ou plusieurs des parties utilisent en tout ou partie comme intrants pour certains de leurs propres produits en aval qu'elles vendent ensuite sur le marché, l'exemption que confère le présent règlement doit aussi être subordonnée à la condition que la part des parties sur le marché en cause de ces produits en aval ne dépasse pas un certain niveau. Dans un tel cas, en se bornant à observer la part de marché des parties au niveau du produit intermédiaire, on ne tiendrait aucun compte du risque potentiel d'un verrouillage du marché ou d'une augmentation du prix des intrants pour les concurrents au niveau des produits en aval.
- (15) Il n'existe aucune présomption selon laquelle les accords de spécialisation entrent dans le champ d'application de l'article 101, paragraphe 1, du traité, ou ne remplissent pas les conditions de l'article 101, paragraphe 3, du traité dès que le seuil de part de marché établi dans le présent règlement est dépassé ou que d'autres conditions prévues par le présent règlement ne sont pas remplies. Dans de tels cas, il convient de procéder à une appréciation individuelle de l'accord de spécialisation au regard de l'article 101 du traité.
- (16) Le présent règlement ne doit pas exempter les accords contenant des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre les effets positifs produits par un accord de spécialisation. En principe, les accords contenant certains types de restrictions graves de la concurrence, telles que la fixation des prix appliqués aux tiers, la limitation de la production ou des ventes, et la répartition des marchés ou de la clientèle, doivent être exclus du bénéfice de l'exemption prévue par le présent règlement, quelle que soit la part de marché des parties.
- (17) Le seuil de part de marché, l'exclusion de certains accords du bénéfice de l'exemption prévue par le présent règlement ainsi que les conditions auxquelles celui-ci subordonne l'exemption garantissent en général que les accords auxquels s'applique l'exemption par catégorie ne permettent pas aux parties d'éliminer la concurrence pour une partie substantielle des produits ou des services en cause.
- (18) Le bénéfice du présent règlement peut être retiré en application de l'article 29 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002, relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> JO L 1 du 4.1.2003, p. 1.

- (19) Afin de faciliter la conclusion d'accords de spécialisation qui peuvent avoir pour les parties des incidences d'ordre structurel, la durée de validité du présent règlement doit être fixée à douze ans,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

## TITRE I

### DÉFINITIONS

#### *Article premier – Définitions*

1. Aux fins du présent règlement, on entend par:
- (a) «accord de spécialisation», un accord de spécialisation unilatérale, un accord de spécialisation réciproque ou un accord de production conjointe;
    - (1)«accord de spécialisation unilatérale», un accord entre deux ou plusieurs parties présentes sur le même marché de produits, par lequel une ou plusieurs des parties acceptent de cesser complètement ou partiellement la production de certains produits ou de s'abstenir de produire ces produits et s'engagent à les acheter à l'autre ou aux autres parties, qui acceptent de les produire et de les lui fournir;
    - (2)«accord de spécialisation réciproque», un accord qui a été conclu entre deux parties ou plus présentes sur le même marché de produits et par lequel deux ou plusieurs parties acceptent, sur une base réciproque, de cesser complètement ou partiellement ou de s'abstenir de produire certains produits, qui ne sont pas les mêmes, et s'engagent à les acheter aux autres parties, qui acceptent de les produire et de les leur fournir;
    - (3)«accord de production conjointe», un accord par lequel deux ou plusieurs parties acceptent de produire certains produits conjointement;
  - (b) «accord», un accord, une décision d'association d'entreprises ou une pratique concertée;
  - (c) «produit», un bien ou un service, qu'il soit final ou intermédiaire, à l'exception des services de distribution et de location;
  - (d) «production», la production de biens ou la préparation de services, y compris celles faisant appel à la sous-traitance;
  - (e) «préparation de services», les activités situées en amont de la fourniture de services aux clients;
  - (f) «produit de spécialisation», un produit fabriqué dans le cadre d'un accord de spécialisation;
  - (g) «produit en aval», un produit pour la production duquel un produit de spécialisation est utilisé comme intrant par une ou plusieurs parties, et qui est vendu par celles-ci sur le marché;
  - (h) «marché en cause», le marché de produits en cause ainsi que le marché géographique en cause auxquels appartiennent les produits faisant l'objet d'un accord de spécialisation, et, en outre, lorsque les produits de spécialisation sont

des produits intermédiaires qu'une ou plusieurs des parties utilisent de manière captive, en tout ou partie, comme intrant pour la production de produits en aval, le marché de produits en cause ainsi que le marché géographique en cause auxquels appartiennent les produits en aval;

- (i) «entreprise concurrente», un concurrent existant ou potentiel;
  - (1)«concurrent existant», une entreprise qui opère sur le même marché en cause;
  - (2)«concurrent potentiel»: une entreprise qui, en l'absence de l'accord de spécialisation, est susceptible, dans une optique réaliste et non pas simplement théorique, de consentir, dans un délai n'excédant pas trois ans, les investissements supplémentaires ou les autres dépenses nécessaires pour pouvoir entrer sur le marché en cause;
- (j) «obligation de fourniture exclusive», l'obligation de ne pas vendre les produits de spécialisation à une entreprise concurrente autre qu'une ou plusieurs parties à l'accord;
- (k) «obligation d'achat exclusif», l'obligation de n'acheter les produits de spécialisation qu'auprès d'une ou plusieurs parties à l'accord;
- (l) «conjointe», dans le contexte de la distribution, des activités pour lesquelles le travail nécessaire est:
  - (1)exécuté par une équipe, une organisation ou une entreprise commune; ou
  - (2)exécuté sur une base exclusive ou non exclusive par un distributeur tiers désigné conjointement, pour autant que ce tiers ne soit pas une entreprise concurrente;
- (m) «distribution», la fourniture de produits de spécialisation.

2. Aux fins du présent règlement, les termes «entreprise» et «partie» englobent leurs entreprises liées respectives.

On entend par «entreprises liées»:

- (a) les entreprises dans lesquelles une entreprise partie à l'accord de spécialisation dispose, directement ou indirectement:
  - i) soit de plus de la moitié des droits de vote,
  - ii) soit du pouvoir de désigner plus de la moitié des membres du conseil de surveillance, du conseil d'administration ou des organes représentant légalement l'entreprise,
  - iii) soit du droit de gérer les affaires de l'entreprise;
- (b) les entreprises qui disposent directement ou indirectement, dans une entreprise partie à l'accord de spécialisation, des droits ou des pouvoirs énumérés au point a);
- (c) les entreprises dans lesquelles une entreprise visée au point b) dispose, directement ou indirectement, des droits ou des pouvoirs énumérés au point a);
- (d) les entreprises dans lesquelles une entreprise partie à l'accord de spécialisation et une ou plusieurs des entreprises visées aux points a), b) ou c), ou dans lesquelles deux ou plusieurs de ces dernières entreprises disposent ensemble des droits ou des pouvoirs énumérés au point a);

- (e) les entreprises dans lesquelles les droits ou les pouvoirs énumérés au point a) sont détenus conjointement par:
  - i) des parties à l'accord de spécialisation ou leurs entreprises liées respectives visées aux points a) à d), ou
  - ii) une ou plusieurs des parties à l'accord de spécialisation ou une ou plusieurs de leurs entreprises liées visées aux points a) à d), et un ou plusieurs tiers.

## **TITRE II**

### **EXEMPTION**

#### *Article 2 – Exemption*

1. Conformément à l'article 101, paragraphe 3, du traité, et sous réserve des dispositions du présent règlement, l'article 101, paragraphe 1, du traité est déclaré inapplicable aux accords de spécialisation.
2. L'exemption prévue au paragraphe 1 s'applique dans la mesure où ces accords contiennent des restrictions de concurrence relevant de l'article 101, paragraphe 1, du traité.
3. L'exemption prévue au paragraphe 1 s'applique également aux accords de spécialisation qui contiennent des dispositions relatives à la cession de droits de propriété intellectuelle ou à la concession de licences sur de tels droits à une ou plusieurs parties, pour autant que ces dispositions:
  - (a) ne constituent pas l'objectif premier de ces accords et
  - (b) soient directement liées et nécessaires à la mise en œuvre de ces accords.
4. L'exemption prévue au paragraphe 1 s'applique également aux accords de spécialisation par lesquels:
  - (a) les parties acceptent une obligation d'achat exclusif ou de fourniture exclusive; ou
  - (b) les parties s'engagent à distribuer conjointement les produits de spécialisation et à ne pas les vendre de manière indépendante.

## **TITRE III**

### **SEUILS**

#### *Article 3 – Seuils de part de marché*

1. L'exemption prévue à l'article 2 s'applique à condition que la part de marché cumulée des parties n'excède pas 20 % du/des marché(s) en cause au(x)quel(s) appartiennent les produits de spécialisation.
2. Lorsque les produits de spécialisation sont des produits intermédiaires qu'une ou plusieurs des parties utilisent de manière captive, en tout ou partie, pour la

production de produits en aval, qu'elles vendent également, l'exemption prévue à l'article 2 est subordonnée à la condition d'avoir:

- (a) une part de marché cumulée n'excédant pas 20 % sur le(s) marché(s) en cause au(x)quel(s) appartiennent les produits de spécialisation, et
- (b) une part de marché cumulée n'excédant pas 20 % sur le(s) marché(s) en cause au(x)quel(s) appartiennent les produits en aval.

#### *Article 4 – Application des seuils de part de marché*

Aux fins de l'application des seuils de part de marché prévus à l'article 3, les règles suivantes s'appliquent:

1. la part de marché est calculée sur la base de la valeur des ventes réalisées sur le marché; en l'absence de données relatives à la valeur des ventes sur le marché, la détermination de la part de marché des parties peut s'effectuer sur la base d'estimations fondées sur d'autres informations fiables concernant le marché, notamment le volume des ventes sur celui-ci;
2. la part de marché est calculée sur la base des données relatives à l'année civile précédente; toutefois, lorsque l'année civile précédente n'est pas représentative de la position des parties sur le(s) marché(s) en cause, la part de marché est calculée comme la moyenne des parts de marchés détenues par les parties au cours des trois années civiles précédentes;
3. la part de marché détenue par les entreprises visées à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, deuxième alinéa, point e), est imputée à parts égales à chaque entreprise disposant des droits ou des pouvoirs énumérés à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, deuxième alinéa, point a);
4. si les parts de marché visées à l'article 3 sont initialement inférieures ou égale à 20 %, mais franchissent ensuite ce seuil sur au moins l'un des marchés concernés par l'accord de spécialisation, l'exemption prévue à l'article 2 continue de s'appliquer pendant une durée de deux années civiles consécutives suivant l'année au cours de laquelle le seuil de 20 % a été dépassé pour la première fois.

## **TITRE IV**

### **RESTRICTIONS CARACTÉRISÉES**

#### *Article 5 – Restrictions caractérisées*

L'exemption prévue à l'article 2 ne s'applique pas aux accords de spécialisation qui, directement ou indirectement, isolément ou cumulés à d'autres facteurs sous le contrôle des parties, ont pour objet:

1. soit la fixation des prix pour la vente des produits de spécialisation à des tiers, à l'exception de la fixation des prix appliqués aux clients directs dans le cadre de la distribution conjointe;
2. soit la limitation de la production ou de la vente, à l'exception:



- (a) des dispositions relatives à la quantité convenue de produits dans le cadre d'accords de spécialisation unilatérale ou réciproque, ou
  - (b) des dispositions relatives à la fixation des capacités et des volumes de production dans le cadre d'un accord de production conjointe, et
  - (c) de la fixation d'objectifs de ventes dans le cadre de la distribution conjointe;
3. soit la répartition des marchés ou de la clientèle.

## **TITRE V**

### **PROCÉDURE DE RETRAIT**

#### *Article 6 – Retrait individuel par la Commission européenne*

1. La Commission peut retirer le bénéfice du présent règlement, en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil, lorsqu'elle estime, dans un cas déterminé, qu'un accord de spécialisation auquel s'applique l'exemption prévue par le présent règlement produit néanmoins des effets qui sont incompatibles avec l'article 101, paragraphe 3, du traité.
2. Le bénéfice du présent règlement pourrait être retiré en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1/2003 notamment lorsque:
  - (a) le marché en cause est très concentré, et
  - (b) la concurrence est déjà faible, en raison notamment:
    - i) de la position détenue individuellement par d'autres acteurs sur le marché, ou
    - ii) des liens créés entre d'autres acteurs du marché par des accords de spécialisation parallèles.

#### *Article 7 – Retrait individuel par l'autorité de concurrence d'un État membre*

1. L'autorité de concurrence d'un État membre peut, en vertu de l'article 29, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1/2003, retirer le bénéfice du présent règlement pour l'ensemble ou une partie du territoire de cet État membre, si elle estime, dans un cas spécifique quelconque, qu'un accord de spécialisation auquel s'applique l'exemption prévue par le présent règlement produit néanmoins des effets incompatibles avec l'article 101, paragraphe 3, du traité sur l'ensemble ou sur une partie du territoire de cet État membre, et si ce territoire présente toutes les caractéristiques d'un marché géographique distinct.
2. Le bénéfice du présent règlement pourrait être retiré par une autorité de concurrence d'un État membre en vertu de l'article 29, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1/2003, notamment lorsque les circonstances définies à l'article 6, paragraphe 2, points a) et b), du présent règlement, sont établies.

## TITRE VI

### DISPOSITIONS FINALES

#### *Article 8 – Période de transition*

L'interdiction énoncée à l'article 101, paragraphe 1, du traité ne s'applique pas, pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2024, aux accords déjà en vigueur au 31 décembre 2022 qui ne remplissent pas les conditions d'exemption prévues par le présent règlement, mais satisfont à celles prévues par le règlement (CE) n° 1218/2010.

#### *Article 9 – Période de validité*

1. Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.
2. Il expire le 31 décembre 2034.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

*Par la Commission*  
*La présidente*  
*Ursula von der Leyen*